

Croissance et Pauvreté en Europe

Tous les économistes conviennent que le développement du capitalisme accroît les inégalités. La précarité progresse chez les exclus de cet essor.

La crise financière, économique et sociale que nous subissons semble ne pas l'avoir interrompu.

Les responsables de l'Union Européenne ont tenté, le 8 janvier 2010, à Madrid, de redéfinir un modèle de croissance pour l'Union, afin de dépasser le modeste 1 % par an.

Leurs préoccupations concernent les finances publiques qu'il faut réduire (aux dépens de qui ?) ; ensuite les moyens de freiner la progression du chômage, enfin gérer le vieillissement de la population.

Des décisions incitatives et pour une fois contraignantes d'un gouvernement économique européen devraient conduire les 27 à consacrer plus de 3 % de leur richesse à la recherche, l'éducation, l'économie d'énergie, la santé.

L'Allemagne ne veut pas d'atténuation de l'indépendance de la Banque Centrale Européenne (BCE). Il sera alors difficile d'obliger cette dernière à contribuer à ranimer l'économie du vieux continent.

Une reprise est perceptible, mais l'emploi continue à faiblir : 10 % de la population active est au chômage, en Europe comme aux USA.

La croissance américaine n'atteint pas 3 %. Les industries, le bâtiment, les services stagnent. La deuxième puissance économique capitaliste mondiale : le Japon connaît le plus haut taux de pauvreté de la planète.

En Europe, le taux de chômage des gens entre 25 et 34 ans diminue légèrement, celui des plus de 50 ans progresse. L'Espagne connaît un quart des pertes d'emplois de la zone Euro avec un taux de chômage de près de 19 %. La France reste à 10 %, l'Italie à 8,3 %.

Dans la prospère Allemagne, des magasins sociaux emploient des chômeurs de longue durée pour servir à bas prix des denrées indispensables à la survie des exclus. C'est une initiative d'associations non publiques.

La Grande-Bretagne affronte quatre millions de chômeurs. Le déficit croissant dû à l'augmentation des dépenses publiques pour protéger l'emploi de 6 millions de fonctionnaires des services de santé (20 000), de l'éducation (148 000), de la police (49 000), des banques nationalisées, etc, inquiète la Banque d'Angleterre qui ne pourra continuer à imprimer des billets.

Le gouvernement s'attaque aux bonus des groupes de pression bancaires, aux activités les plus risquées des banques sans relever notoirement le pouvoir d'achat des consommateurs les plus modestes, ni faciliter leur accès au crédit.

Les villes de Pologne semblent sinistrées, la mendicité y renaît.

La Roumanie corrompue au point que le Fonds Monétaire International suspend son aide ne voit pas la misère populaire s'atténuer depuis son entrée dans l'Europe des 27.

Dans les pays du Centre et de l'Est de l'Europe où l'on travaille plus, les salaires sont beaucoup plus faibles qu'à l'Ouest.

Les délocalisations des entreprises occidentales régressent. La dépendance vis-à-vis des capitaux et des importations de l'Ouest aggrave la précarité.

8 % des Européens pourvus d'emploi vivent sous le seuil de pauvreté. Les organisations animées par des bénévoles atténuent les conditions dramatiques des sans-abri et des affamés, mais ce sont des remèdes momentanés et faibles.

Le taux d'épargne de précaution des salariés les plus modestes freine la consommation, un des moteurs de la production.

69 % des Français craignent une dégradation de l'emploi en 2010, les statisticiens prévoient une légère reprise, sans création d'emplois, des souffrances accrues pour ceux qui sont contraints à la mobilité ou à se conformer aux nouvelles organisations du travail, grâce à l'informatique, à l'individualisation des tâches, la recherche exténuante des performances.

Le chacun pour soi continue à triompher, la coordination des états européens reste faible, faute d'un gouvernement économique pour l'union entière, sans politique fiscale commune, sans législation sociale applicable partout.

Tant qu'on chantera les vertus de la productivité et de la concurrence, au lieu de celles de la coopération, l'avenir restera sombre.

Déjà en février 2000, le rapport Belorgey plaidait pour l'adaptation de la protection sociale à la précarité accrue du travail, l'harmonisation des systèmes d'allocation et d'indemnisation, la réforme des minima sociaux, l'égalité des droits entre les intérimaires et les autres salariés.

Peut-on démocratiser l'économie quand quelques personnes hautement qualifiées jouent un rôle essentiel dans la direction des grandes entreprises et influencent sur ceux qui prennent les décisions à Bruxelles ?

Le groupe Europe des retraités